



## Transport ferroviaire

**Premier paquet ferroviaire :** Le projet de refonte du premier paquet ferroviaire a été présenté par la Commission européenne le 17 septembre 2010. Il consiste en une proposition de directive établissant un espace ferroviaire unique qui rassemble les trois directives du premier paquet ferroviaire (2001/12/CE, 2001/13/CE, 2001/14/CE) et leurs modifications successives de 2004 (deuxième paquet) et 2007 (troisième paquet), avec un objectif de simplification et de consolidation législative ainsi que de résolution de certaines difficultés identifiées au cours des dix dernières années. La proposition ne concerne que les segments du marché ferroviaire déjà ouverts à la concurrence (services de fret et de transport international de passagers) et vise à intensifier la concurrence, élargir la surveillance réglementaire, développer le cadre applicable aux investissements publics et privés.

Les principales modifications portent notamment sur ♦ la transparence comptable avec séparation obligatoire des activités de services de transport et celles relatives à la gestion de l'infrastructure ; séparation des revenus de l'activité de fret et ceux du transport de voyageurs ; mention des fonds publics attribués à la fourniture de services publics pour chaque contrat à l'endroit correspondant ♦ l'amélioration des conditions d'accès au marché ferroviaire, la séparation absolue entre la gestion des infrastructures de services connexes et la fourniture de services de transport, l'impossibilité de confier aux entreprises prestataires de services de transport la collecte des redevances et la gestion de l'accès à l'infrastructure, l'introduction d'un principe "use it or lose it" pour éviter des saturations artificielles d'infrastructures et bloquer l'arrivée de nouveaux entrants ♦ l'établissement par les Etats membres d'un plan de développement de l'infrastructure, qui devra s'inscrire dans le cadre plus général des besoins européens, débouchant sur l'adoption d'un cadre pluriannuel de financement de façon à encourager l'investissement ♦ le renforcement de l'indépendance et des pouvoirs des autorités réglementaires ferroviaires nationales.

La proposition de directive est accompagnée d'une communication qui présente la stratégie de la Commission en vue de développer l'espace ferroviaire européen dans les cinq années à venir avec, notamment, en 2011 une évaluation globale des avantages et inconvénients d'une ouverture à la concurrence des marchés nationaux de transport de voyageurs, suivie d'une nouvelle résolution en 2012.

[http://ec.europa.eu/transport/rail/market/market\\_en.htm](http://ec.europa.eu/transport/rail/market/market_en.htm)

**Réseau ferroviaire européen de fret compétitif :** Le Conseil européen a adopté, le 13 septembre 2010, le règlement relatif au réseau ferroviaire européen pour un fret compétitif en approuvant tous les amendements votés par le Parlement européen en deuxième lecture. Ce règlement fixe les règles relatives à la mise en place, la modification, l'organisation, la gouvernance et la mise en œuvre de corridors de fret internationaux, ainsi qu'à la planification des investissements et la gestion des capacités et du trafic, nécessaires à la mise en place et l'organisation de ces corridors en vue de créer un réseau ferroviaire européen de fret compétitif. Huit corridors initiaux devront être mis en service de trois à cinq ans après l'entrée en vigueur du règlement. Ils devront, notamment, être dotés de comités exécutif et de gestion, et, comme le demandait le Parlement européen, d'un guichet unique qui aura pouvoir de décision sur l'allocation des sillons de fret rapide et sur la réserve de capacité. A l'évidence, il y a là mise en place d'un service européen d'intérêt général.

## Rail transport

**First Railway Package:** The proposed revision of the first railway package was presented by the European Commission on the 17<sup>th</sup> of September 2010. It consists in a proposal for a Directive establishing a single railway zone, which combines the three previous directives from the first railway package (2001/12/EC, 2001/13/EC, 2001/14/EC) as well as various subsequent amendments of 2004 (the second package) and of 2007 (the third package), with a goal to simplify and consolidate the legislative aspect and, to solve some problems identified during the last ten years. The proposal only concerns those segments of the rail market which are already open to competition (freight services and international passenger transport) and aims to raise competition, expand the regulatory supervision and develop the framework for public and private investment.

The major amendments concern, in particular ♦ accounting transparency with compulsory separation of the transport service activities from those involving the management of the infrastructure; separation between revenues from freight activity from those coming from passenger transport; mentioning of public funds attributed to the provision of public services for each contract in the relevant place ♦ improvement of conditions of access to the railway market, the absolute separation between the management of infrastructures for related services and the provision of transport services, the impossibility to entrust companies providing transport services with both fee collection and the management of access to infrastructure, the introduction of the principle of "use it or lose it" to avoid the artificial congestion of infrastructures and blocking the arrival of new entrants ♦ establishment, by Member States, of the infrastructure development plan, which shall fall within the broader framework of European needs, leading to the adoption of a multi-year funding so as to encourage investment ♦ strengthening the independence and powers of the national railway regulatory authorities.

The directive proposal is accompanied by a statement which presents the Commission's strategy to develop the European railway zone over the next five years notably with, in 2011, an overall assessment of the advantages and disadvantages of the opening to competition of national markets in passenger transport, followed by a new resolution in 2012.

[http://ec.europa.eu/transport/rail/market/market\\_en.htm](http://ec.europa.eu/transport/rail/market/market_en.htm)

**European rail network for competitive freight:** On 13<sup>th</sup> September, 2010, the European Council adopted the Regulation on the European rail network for competitive freight by endorsing all amendments voted by the European Parliament at second reading. This Regulation lays down rules on the establishment, modification, organization, governance and implementation of international freight corridors, as well as investment planning and traffic and capacity management, necessary for the establishment and organization of these corridors in order to create a network of European competitive rail freight. Eight initial corridors should be put into service three to five years after the entry into force of the regulation. They should, in particular, be provided with executive and management committees and, as requested by the European Parliament, with a one-stop shop which will have a decisional authority on the allocation of rail tracks for fast freight and the reserve capacity. Clearly, there is here a setting up of a European service of general interest.

## Services postaux

En réponse aux parlementaires européens qui exprimaient leurs craintes que l'ouverture des services postaux le 1er janvier 2011 dans seize Etats membres n'aboutisse à la dégradation des conditions de travail et du service universel, le commissaire Barnier (marché intérieur et services) a repoussé toute idée d'un report car, selon lui, la libéralisation aidera à sortir de la crise, le cadre réglementaire est solide et tout ajournement créerait une insécurité juridique pour toutes les parties prenantes. Il a annoncé la création d'un groupe des utilisateurs (entreprises, citoyens, syndicats) concomitamment au groupe des régulateurs en cours de composition et rappelé que la directive prévoit que la Commission présentera un premier rapport d'évaluation de la libéralisation au plus tard le 31 décembre 2013, accompagné, le cas échéant, de propositions.

## Numérique : accès au haut débit

Afin de garantir à tous les citoyens européens l'accès au haut débit d'ici 2013 et au haut débit rapide et ultra rapide d'ici 2020, comme prévu dans le cadre de la stratégie numérique de l'UE, la Commission européenne a adopté le 20 septembre 2010 un paquet de trois mesures ♦ une recommandation qui définit une approche réglementaire commune en ce qui concerne de nouveaux réseaux à grande vitesse en fibre optique et qui enjoint les autorités nationale de régulation des télécommunications à trouver un équilibre entre la nécessité d'encourager les investissements et celle de préserver la concurrence ♦ une proposition de décision sur un programme de stratégie quinquennal destiné à encourager la gestion efficace du spectre radioélectrique afin de contribuer à la fourniture de connexions à haut débit aux habitants des régions reculées ♦ une communication sur le haut débit qui définit un cadre cohérent pour la stratégie numérique et qui, notamment, explique la meilleure manière d'encourager les investissements publics et privés, indique de quelle manière les pouvoirs publics peuvent soutenir les investissements dans les réseaux haut débit. Alors que ce paquet de mesures garantissant l'accès de tous les citoyens européens au haut et très haut débit a toutes les caractéristiques d'un service d'intérêt général européen, pourquoi n'est-il pas présenté comme tel par la Commission ?

## Intergroupe Services publics

La réunion du 16 septembre 2010 de l'intergroupe Services publics du Parlement européen visait à "Repenser les services publics en Europe à l'horizon 2020". La Belgique qui préside actuellement l'Union européenne était représentée par sa ministre des affaires sociales qui a, en particulier, annoncé la tenue du Troisième Forum sur les services sociaux d'intérêt général les 26 et 27 octobre prochains à Bruxelles. Informations sur <http://www.eutrio.be/fr/3eme-forum-des-services-sociaux-d-interet-general-0> La prochaine réunion de l'intergroupe est prévue le 6 octobre prochain.

## Consultations publiques

**Retraites :** Le Livre vert "Vers des systèmes de retraites adéquats, viables et sûrs en Europe" sert de base à une consultation ouverte jusqu'au 15 novembre 2010.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=839&furtherNews=yes>

**Utilisation des informations du secteur public (ISP) :** Consultation sur la révision de la directive de 2003, ouverte jusqu'au 30 novembre 2010

<http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=psidirective2010>

## Postal services

In response to European parliamentarians who expressed concern that the opening of postal services on the 1<sup>st</sup> of January 2011, in sixteen Member States might lead to the deterioration of working conditions and of the universal service, Commissioner Barnier (Internal Market and Services) has discarded any idea of a postponement because, according to him, liberalization will help in overcoming the crisis, the regulatory framework is sound and any postponement would create legal uncertainty for all stakeholders. He announced the creation of a group of users (businesses, citizens, unions) concomitantly with the group of regulators, being set up and recalled that the Directive requires the Commission to present a first assessment report of liberalization by December 31<sup>st</sup>, 2013 and, where appropriate, accompanied by proposals.

## Digital: access to broadband

In order to guarantee access to broadband for all European citizens by 2013 and to fast broadband and ultra fast by 2020, as planned under the EU digital strategy, on 20<sup>th</sup> September, 2010, the European Commission adopted a package comprising three measures ♦ a recommendation that sets out a common regulatory approach with respect to new high-speed networks and optical fiber that that requires national telecom regulator to ensure appropriate balance between the needs to encourage investment and to safeguard competition ♦ a proposed decision on a five-year strategic program designed to encourage efficient radio spectrum management in order to contribute to the provision of broadband connections to people in remote areas ♦ a Communication on Broadband setting up a coherent framework for the digital strategy and which, in particular, explains the best way to encourage public and private investment and, points out how governments can support investment in broadband networks. While this package of measures to ensure access for all citizens to high and very high speed, bears all the characteristics of a European service of general interest, why is it not presented as such by the Commission?

## Public Services Intergroup

The meeting of the Public Services Intergroup of the European Parliament, held on the 16<sup>th</sup> of September, 2010 aimed at "Rethinking public services in Europe in the Europe 2020 agenda". Belgium, which currently presides the European Union was represented by its Minister of Social Affairs who, in particular, announced the holding of the Third Forum on social services of general interest on 26<sup>th</sup> and 27<sup>th</sup> October in Brussels. More information at: <http://www.eutrio.be/3rd-forum-social-services-general-interest-ssgi-0> The next Intergroup meeting is scheduled for October 6, 2010.

## Public consultations

**Pensions:** The Green Paper entitled "Towards adequate, sustainable and safe European pension system" serves as a base for a consultation open up to 15 November 2010.

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&newsId=839&furtherNews=yes>

**Re-use of public sector information (PSI):** Consultation on the revision of the 2003 directive, is open until 30<sup>th</sup> November 2010:

<http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=psidirective2010>

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. Distributed by E-mail exclusively. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.